

INTERSYNDICALE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – RECHERCHE

Examens universitaires : le gouvernement doit répondre aux revendications pour permettre à tous les étudiants de valider leur semestre

Par ses tergiversations et son refus de répondre clairement aux revendications portées par les personnels et les étudiants depuis 14 semaines, le gouvernement porte aujourd'hui l'entière responsabilité des conséquences de la poursuite du conflit au sein des universités. Il est comptable de la situation et de l'avenir des étudiants.

Les organisations soussignées condamnent l'attitude fermée et agressive du gouvernement. Elles refusent la dramatisation à laquelle se livre de manière irresponsable et dangereuse le gouvernement, au travers des déclarations de V. Péresse, X. Darcos et F. Fillon. Elles dénoncent la volonté de la Ministre d'enfermer la mobilisation actuelle dans le débat sur les examens universitaires pour mieux se défausser de ses propres responsabilités.

Dans de nombreuses universités, les communautés universitaires, dans le respect des prérogatives des CEVU et CA, ont trouvé des modalités d'examens, aménagés ou non, qui se mettent déjà en œuvre, ce que le gouvernement feint d'ignorer. Les discussions se poursuivent ailleurs. La force de cette exceptionnelle mobilisation réside dans son unité. En l'absence de réponses du gouvernement, les organisations soussignées estiment que la mobilisation doit se poursuivre. Ses formes doivent permettre à tous les étudiants de valider leur semestre et/ou leur diplôme dans les meilleures conditions.

La validation du semestre et l'obtention des diplômes doivent reposer sur une juste évaluation des étudiants. Celle-ci suppose la mise en œuvre d'aménagements de la fin de l'année universitaire (report du calendrier de sessions d'examens, compléments de formations, cours de rattrapages, meilleure prise en compte du contrôle continu, modifications du contenu des épreuves ou de leur forme, etc.). Ces aménagements ne sauraient être un effacement du mouvement, comme le sous-entend la Ministre. Il appartient aux étudiants et aux personnels de décider des modalités les plus adaptées au sein de chaque université, en fonction de la situation locale afin qu'aucun étudiant ne soit pénalisé.

Nous exigeons que la Ministre et les présidents d'universités apportent les garanties suivantes, préalables à une organisation de la fin du semestre qui ne pénalise aucun étudiant :

- les examens ne doivent porter que sur les enseignements effectivement réalisés pour tous
- les modalités de rattrapages ne doivent en aucun cas priver les étudiants de leurs droits (suppression des sessions de rattrapage par exemple)
- le versement des bourses ne saurait être interrompu au motif d'un manque d'assiduité

La mobilisation particulièrement forte et unitaire dans les universités exige des réponses. La stigmatisation, la dramatisation et les provocations verbales sont de nature à renforcer l'incompréhension et l'exaspération au sein des universités. Le gouvernement doit trouver le chemin du dialogue au lieu de jeter de l'huile sur le feu. C'est à lui, en satisfaisant les revendications, de créer les conditions qui permettent aux étudiants de valider leur année.

Paris, le 12 mai 2009

SNESUP-FSU – SNCS-FSU – SNEP-FSU – SNTRS-CGT - UNEF – SLU - SLR